

Pour une régularisation maintenant !

Expériences et perspectives

Atelier en espagnol animé par Regula Erazo (RA), Collectif de soutien aux sans-papiers, Lucerne

Atelier en espagnol : environ 35 personnes, en majorité des femmes, certaines ont déjà une autorisation de séjour, d'autres sont en cours, d'autres n'en possèdent pas, certains ont perdu leur autorisation de séjour. Durée du séjour importante, parfois de nombreuses années. Bâle, Berne.... Genève (différents cantons représentés). Diversité des parcours et des trajectoires. Quelques militant-e-s, activistes professionnel-le-s sur cette question. Appartenances générationnelles diverses.

- RE : la terminologie « sans-papiers » ne correspond pas à la réalité. Vous avez des papiers, il vous manque un seul papier, le permis. Ce qui est centrale, c'est la situation vécue. Comment vivre dans cette situation ? Quelles sont les attentes ?

- une participante : ma fille est arrivée en fin de scolarité-obligatoire, elle n'a pas pu faire de stage dans un hôpital cantonal, faute d'autorisation de séjour. Ma fille ne sait que faire. Elle ne peut pas retourner vivre en Bolivie, car elle ne connaît pas ce monde. Son monde est celui-ci. Pour moi, obtenir une autorisation de séjour est fondamental, d'abord pour ma fille, ensuite pour moi. Une fois que les enfants sont là, on ne peut faire autrement. C'est tellement injuste.

RE revient sur la double appartenance de la fille de Madame.

- une participante lit un poème. Ici je suis étrangère, là-bas également.

- une participante : c'est très dure. J'ai quatre enfants que j'ai dû laisser au pays. Personne ne vient ici par plaisir. Ici en Suisse, ou tu dois avoir une formation très qualifiée ou te marier. Je suis mariée depuis trois ans, j'ai vécu dans l'illégalité, ce n'était plus possible. Je suis ici. J'ai droit à des droits en tant qu'être humain. Nous ne pouvons pas continuer à nous taire.

- RE : ici, il y a une majorité de femmes. Sont-elles plus courageuses ou plus nombreuses ?

- une participante : il est difficile de mobiliser mes compatriotes.

- une participante : je vais parler d'une expérience que j'ai vécue il y a quelques années. Au début, il y a eu la naissance du Collectif de travailleuses et de travailleurs sans statut légal (CTSSL), nous avons organisé des rencontres mensuelles pour dire ce qui se passait. Cela a été des moments tellement importants. Ce Collectif nous a permis de sortir de l'ombre. Nous présentions des revendications, nous étions invité-e-s. C'est en nous unissant que nous avons pu lutter, les changements ne se font pas seuls. Une nouvelle génération vient et celle-ci ne peut rester ici. J'ai cette espérance, c'est pour cette raison que je suis là.

- RE : d'où viennent les changements ? Les changements doivent venir de la base. Le fédéralisme est un obstacle. La diversité des pratiques cantonales rend le travail difficile.

- une participante : je ne veux rien pour moi. Je veux pour les autres. Un réalisateur m'a demandé de parler de ma vie. J'ai été trois ans nourries et logées chez une espagnole. Quand j'ai voulu demander des droits, des vacances, mon employeuse m'a dit que je n'avais droit à rien. Le syndicat Unia m'a

aidée. Mon employeuse me disait que j'allais aller en prison. Des jeunes arrivent d'Espagne. Ces personnes, elles, elles ont droit à tout.

Intervention d'une professionnelle sur les difficultés et la précarité des espagnol-e-s en ce moment.

- RE : il est nécessaire d'éviter les généralisations, dans un contexte de polarisation croissante. Il est également important de respecter l'expérience propre.

- une participante : j'ai essayé de régulariser ma situation. Les démarches n'ont pas abouti. On m'a alors conseillé de me marier. Mais je ne suis pas venue pour se marier ! J'ai rencontré un problème de santé et l'opération ne peut pas être faite (parce que l'assurance ne couvre pas tout, dans ce canton). Alors que je travaille ici, que mes paiements sont réguliers.

- RE : le facteur économique est la dimension centrale. La Suisse a besoin de cette force de travail. Combien parmi vous sont venu-e-s pour des raisons économiques ?

Intervention d'une professionnelle pour clarifier l'accès aux soins pour les personnes sans autorisation de séjour. Expériences diverses selon les cantons.

- une participante : suite à une opération, j'ai reçu une facture de 27'000 francs. A l'époque, je gagnais 900 francs par mois. Actuellement, pour les personnes sans assurance-maladie, il nous faut payer de manière anticipée. De toute façon nous devons payer. Nous sommes invisibles, mais nous recevons les factures.

-RE : Constat de sentiments d'injustices, d'avoir été maltraitées. Au niveau de la Plateforme nationale pour les sans-papiers, comment faisons-nous pour faire avancer les droits ?

- un participant : quelles sont les possibilités de formation pour une personne qui a vécu ici des années ? Une fois régularisée, ces personnes reçoivent des tas de courriers administratifs. Et nous devons continuer à travailler dans le même secteur d'activité... quand nous n'avons pas de formation.

Une proposition en lien avec le Consul de Bolivie, à Genève : introduire dans la loi pour l'accès à la formation pour les adultes de nationalités européennes.

-un participant : il est nécessaire de mettre sur pied des actions et des revendications, de dénoncer la situation actuelle, de se visibiliser en tant que personnes sans statut légal. Ceci d'autant plus avec l'arrivée des personnes en provenance de l'Espagne, qui cassent les prix et deviennent nos ennemies. Nous nous découvrons à nouveau comme personnes étrangères. Nous ne devons pas perdre cet horizon. Nous devons nous rendre visibles comme collectifs.

- RE : chaque année, dans le cadre de la Plateforme nationale pour les sans-papiers, nous rendons visite à la ministre responsable en matière de migration, Madame Sommaruga. Nous nous battons pour dire que Berne ne devrait pas prendre la décision finale. C'est le canton qui connaît le mieux la situation. Madame Sommaruga a une plus grande ouverture du côté des travailleuses et des travailleurs sans statut légal que du côté de l'asile.

- une participante : quel est le poids de la masse critique pour un changement légal ?

- RE : beaucoup de personnes ne souhaitent pas de changement. Il y a tant de manipulations politiques.

- une participante : les portes sont plus ouvertes pour les européen-ne-s qui viennent d'arriver, alors que pour nous, les personnes sans statut légal, c'est beaucoup plus fermé.